

ANALYSE 2009

Eduquer au développement : une piste pour contrer la violence au Nord



Asbl soutenue par le Service Éducation Permanente de la Communauté française et la Direction Générale de la Coopération au Développement

Commission Justice et Paix belge francophone asbl,
rue Maurice Liétart - 31/6, B-1150 Bruxelles - Belgique,
tél. 32-(0)2-738 .08.01 - fax. 32-(0)2-738.08.00
info@justicepaix.be - www.justicepaix.be

Eduquer au développement : une piste pour contrer la violence au Nord

Introduction

L'Europe peut être fière de passer bientôt le cap des 65 ans de paix. Mais il va sans dire que « en paix » ne signifie en rien la disparition de la violence et que celle-ci, mutant sans cesse, est toujours omniprésente. Un certain nombre de crises traversées dans nos villes actuellement sont liées au choc entre des cultures qui ne se comprennent pas toujours. Lorsque la mobilité (volontaire ou non) qui caractérise notre époque met en présence le « Nord » et le « Sud » - deux concepts recouvrant eux-mêmes de complexes réalités -, une éducation qui vise à la compréhension de la complexité du monde et à un changement de comportements pourrait-elle constituer un piste pour offrir une base au dialogue ?

Deux constats

En premier lieu, l'époque actuelle est marquée par une grande mobilité : mouvement de populations d'une part, circulation des images et de l'information d'autre part. La diversité du monde est accessible et visible (de) partout. Nous disposons donc, au Nord, d'une possibilité d'accès constant aux réalités vécues dans le Sud, par les médias et par les personnes venues du Sud elles-mêmes. Oui mais... Les obstacles à une réelle connaissance sont nombreux. A commencer par la tendance à la généralisation et à la simplification induite notamment par le sentiment de trop grande complexité de phénomènes tels que celui poussant, par exemple, à la migration. Les informations reçues ne sont le plus souvent ni vérifiées ni croisées, on se contente d'entendre un son de cloche pour « se faire une idée » et surtout, « tirer une conclusion » qui deviendra « la » vérité. Ainsi, après le 11 septembre, nombreux sont les musulmans à avoir souffert des amalgames, étant même considérés, dans certains cas (extrêmes), comme des alliés de Oussama Ben Laden. D'autres ont souffert de l'ignorance de la culture de l'autre, tels les sikhs portant un turban erronément assimilés au foulard islamique. Autre exemple désolant, à l'époque où les chaînes de télévision diffusaient les images du drame vécu par les populations somaliennes en proie à la guerre et à la sécheresse, le stéréotype de l'enfant africain au ventre ballonné par la faim et aux yeux larmoyants est pour beaucoup devenu l'image de référence de l'enfance africaine.

Ensuite, notre époque est aussi celle du renforcement des inégalités sociales et économiques dans le monde. En 2005, le PNUD indiquait, dans son Rapport sur le Développement humain, que les 500 personnes les plus riches du monde avaient un revenu combiné plus important que celui des 416 millions les plus pauvres. À côté de ces extrêmes, les 2,5 milliards d'individus vivant avec moins de 2 dollars par jour – 40 % de la population mondiale – représentent 5 % du revenu mondial.

Les inégalités scandaleuses, et toujours plus fortes, entre le Nord et le Sud, existent aussi, même si différemment, dans les sociétés au Nord qui fonctionnent pour beaucoup à plusieurs vitesses. Chômage, exclusion sociale, tensions identitaires, le sentiment de mal-être se généralise dangereusement dans de nombreux pays du Nord. A tel point qu'aujourd'hui, entre Nord et Sud, les frontières se brouillent : la question du développement et du mal-développement se pose partout. On parle même du « Sud du Nord » (exclusion au Nord) et du « Nord du Sud » (privilegiés du Sud).

Objectif paix

Ces inégalités, ainsi que les chocs culturels mal gérés sont facteurs de violence dans nos sociétés. Pourtant le rêve d'une société en paix est partagé par tous. Mais de quelle paix s'agit-il ? Celle d'une société utopique qui serait totalement exempte de conflits ou de tensions ? En tant qu'êtres toujours à la recherche d'affirmation et de distinction de l'autre, nous sommes intrinsèquement des êtres de conflit. La paix, à cause de ce besoin même de reconnaissance qui nous caractérise, ne serait donc pas l'absence de conflits, mais la gestion pacifique de ceux-ci et des différences qui nous constituent.

La diversité des hommes est en effet un élément important dans ce débat. Elle est une évidence mais, du fait de la toujours plus grande mobilité, elle est aussi de plus en plus visible. Les mouvements migratoires liés aux conditions économiques ou politiques des populations de certains pays de la planète, la disparition des frontières en Europe, tout nous porte à croiser, fréquenter, nous confronter, travailler avec des personnes des plus divers horizons.

Soit nous les ignorons et décidons de laisser ces « étrangers » en dehors de notre sphère de compréhension, renforçant alors la logique de violence inhérente au refus de l'autre, soit nous décidons d'aller vers eux et de comprendre leur fonctionnement, références, etc. La façon de considérer l'autre est importante : est-il une personne à éliminer, parce que « de trop » ? Ou un partenaire pour évoluer ?

Accepter la différence culturelle, c'est prendre en compte l'histoire de chacun, reconnaître à l'autre une identité et une spécificité. Le dialogue devient alors possible, et le désamorçage de la violence qui naît lorsqu'il y a incompréhension peut avoir lieu.

On constate toutefois que, alors que la société civile en Europe prend de plus en plus conscience des relations Nord/Sud, cela n'empêche pas que des mouvements racistes se développent à travers toute l'Europe. Face à ceux-ci, la société européenne a deux choix : se fermer sur elle-même, maintenir ses distances avec ceux qu'elle ne comprend pas, c'est « l'Europe forteresse » souvent dénoncée par la société civile. Ou alors créer une société civile solidaire et ouverte avec le reste du monde. Et, si c'est le schéma qui est espéré, il convient de l'accompagner, en profitant des outils développés à l'aune de la globalisation. L'information (véhiculée par les médias par exemple) suffira-t-elle ? L'éducation au développement est sans doute un outil peu utilisé qui pourrait s'avérer fort utile pour compléter les canaux d'information traditionnels.

L'éducation au développement : un concept évolutif

Il n'y a pas de définition arrêtée de l'éducation au développement. Ce concept a évolué au fil du temps, parallèlement à l'évolution des théories sur le développement.

Depuis les années 50, années de l'après-guerre et du début de la décolonisation, les choses ont bien changé. A l'époque, le notion de développement se confondait souvent avec celle de modernisation, voire d'industrialisation. Le modèle dominant était celui de la croissance économique universelle et il fallait donc aider les populations « pauvres » et « sous-développées » à rattraper leur retard dans cette course au progrès¹. Teintée le plus souvent de sentiments religieux de charité, l'éducation au développement (plutôt sensibilisation en fait) visait à l'époque à faire connaître les difficiles conditions de vie et de solliciter la générosité des populations du Nord.

Aujourd'hui, le « sous-développement » du Sud se conjugue avec le « mal-développement » du Nord et la tâche de l'éducation au développement est plus que jamais à l'ordre du jour.

¹ Cette vision du développement se situait, entre autres, dans la lignée de la théorie de Rostow (*La théorie des étapes de la croissance*, Economica, Paris, 1997 – publication originale en 1960)

Etroitement liée à l'éducation à la citoyenneté, l'éducation au développement vise à donner des clés au public pour comprendre la complexité du monde et l'amener ensuite à s'engager pour la construction d'un monde plus juste et solidaire.

Au cours de ce processus d'apprentissage actif qui doit porter à une modification des comportements, le public est amené à déconstruire stéréotypes et simplifications et à comprendre qu'à chaque situation, contexte, fait, il existe non pas « une » mais une diversité de « vérités ». La pédagogie des modules de formation utilisés dans les actions d'éducation au développement s'avère donc un élément clé si celle-ci doit remplir ses multiples objectifs. Il ne s'agit pas de simplement fournir un maximum d'informations mais aussi d'appeler le public à réfléchir à sa relation à l'autre et se positionner dans un monde toujours plus complexe.

Les liens unissant les réalités du Sud et/ou du Nord peuvent être mis en évidence au cours des analyses construites au cours du processus, ce qui permet de percevoir la dimension planétaire de certaines questions, ainsi que la nécessité d'une solidarité Nord-Sud visant à un rééquilibrage des relations.

Il s'agit donc d'une éducation orientée vers l'action citoyenne et solidaire.

Pour la paix et la solidarité : Eduquer au développement

Justice et Paix est convaincue que, puisque l'éducation au développement vise, entre autres, à comprendre la complexité des relations Nord-Sud et la grande diversité des individus dans le monde, le rôle d'un tel processus est grand pour contrer des conflits ayant lieu au Nord et qui sont liés à un manque de connaissance et de compréhension de la culture de l'autre venant du Sud. Eduquer au développement crée en effet des mécanismes permettant de développer la tolérance, l'ouverture, d'améliorer notre relation à l'altérité.

D'autre part, éduquer au développement se fait dans une optique d'encouragement à l'engagement et à l'action, ce qui permet de prendre sa place dans le cadre de la solidarité Nord-Sud et de passer d'une approche philanthropique à une approche politique. Les citoyens, au-delà de leur implication individuelle, doivent se rendre compte qu'ils peuvent jouer un important rôle de pression pour améliorer la cohérence des actions de coopération au développement, et même pour augmenter le budget alloué à la coopération au développement. Dans ce cadre, Justice et Paix recommande le renforcement d'un cadre institutionnel pour l'éducation au développement, ainsi qu'une plus grande alliance/échanges entre les Ministères de l'éducation des différents pays, ainsi qu'entre les acteurs (écoles, profs, universités, musées, etc.)

Il est en effet important que des activités d'éducation au développement aient lieu dans différents lieux, en évitant avant tout le piège de la simplification (écoles, musées, expositions, etc.).

Laure Malchair,
Chargée de projets à Justice et Paix
Septembre 2009